

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

1.1 Emplacement des travaux

- .1 Le barrage Latchford est situé à Latchford (Ontario), une municipalité à 25 km au sud New Liskeard et à 132 km au nord de North Bay sur la route 11.
- .2 Le barrage Latchford est presque centenaire et son remplacement est planifié d'ici environ trois ans. Dans l'intervalle, il faut continuer à utiliser le chariot-treuil à poutrelles de vannage existant.
- .3 Le chariot-treuil est un pont roulant à portique utilisé seulement pour mettre en place et retirer les poutrelles de vannage des pertuis. Le treuil est monté sur rails pour assurer son bon positionnement au-dessus des pertuis. Avant de manœuvrer des poutrelles de vannage, les opérateurs attachent le treuil au tablier du barrage pour éviter son renversement. Des bras, appelés « barres coulissantes », entraînés par un engrenage à crémaillère, soulèvent et abaissent les poutrelles de vannage. Des palans à chaîne électriques montés sur chariot sur les poutres en porte-à-faux transfèrent les poutrelles de vannage entre l'ouverture du pertuis et l'aire d'entreposage sur le tablier immédiatement en aval de l'ouverture de pertuis.
- .4 Une récente inspection du chariot-treuil a révélé trois défauts structuraux, dont la correction constitue l'étendue des travaux du présent contrat :
 - .1 Des points d'ancrage solides sont requis sur le chariot-treuil à poutrelles de vannage pour les harnais antichutes du personnel.
 - .2 Deux points d'ancrage de treuil sur le tablier du barrage sont endommagés.
 - .3 Des traverses en fonte dans le châssis du chariot-treuil à poutrelles de vannage sont fissurées.

1.2 Directions de référence

- .1 Les extrémités du barrage sont désignées « gauche » et « droite » selon la position d'un observateur regardant vers l'aval.

1.3 Accès au chantier

- .1 Le barrage est accessible depuis la route 11. Une aire de stationnement limitée est disponible sur la culée gauche.
- .2 Le tablier est entouré d'une clôture grillagée. Des barrières

dans la clôture aux deux culées donnent accès au tablier.

- .3 Aviser le Représentant du Ministère au moins 7 jours à l'avance des travaux sur le barrage pour permettre que des dispositions soient prises pour l'accès.

1.4 Taxes

- .1 Payer toutes les taxes prévues par la loi, y compris les taxes fédérales, provinciales et municipales.

1.5 Redevances, permis et certificats

- .1 Payer toutes les redevances et obtenir tous les permis nécessaires. Fournir les plans et les renseignements nécessaires aux services d'inspection pour obtenir les certificats d'acceptation. Présenter des certificats d'inspection comme preuve que le travail est conforme aux exigences des autorités compétentes.

1.6 Calendrier des travaux

- .1 Lors de l'adjudication du contrat, présenter un calendrier des travaux sous forme de graphiques à barres, précisant les étapes prévues d'avancement des travaux, jusqu'à l'achèvement. Une fois ce calendrier revu et approuvé par le Représentant du Ministère, prendre les mesures nécessaires pour terminer les travaux dans les délais prévus. Ne pas modifier le calendrier des travaux sans en prévenir le Représentant du Ministère.
- .2 Informer le Représentant du Ministère 48 heures à l'avance des travaux qui doivent être exécutés en dehors des "heures normales" (avant 7h ou après 19h).

1.7 Procédures pour documents/échantillons à soumettre

- .1 Dans les plus brefs délais et selon un ordre prédéterminé afin de ne pas retarder l'exécution des travaux, soumettre les documents et les échantillons requis au Représentant du Ministère, aux fins d'examen. Un retard à cet égard ne saurait constituer une raison suffisante pour obtenir une prolongation du délai d'exécution des travaux et aucune demande en ce sens ne sera acceptée.
- .2 Ne pas entreprendre de travaux pour lesquels on exige le dépôt de documents et d'échantillons avant que l'examen de l'ensemble des pièces soumises soit complètement terminé.
- .3 Dessins d'atelier :
 - .1 Les dessins d'atelier doivent porter le sceau et la signature d'un ingénieur compétent reconnu ou détenant une

licence lui permettant d'exercer au Canada, dans la province d'Ontario.

- .2 L'examen des dessins d'atelier par TPSGC vise uniquement à vérifier la conformité au concept général des données indiquées sur ces derniers. Cet examen ne signifie pas que le Ministère approuve l'avant-projet détaillé présenté dans les dessins d'atelier, responsabilité qui incombe à l'Entrepreneur qui les soumet.
- .3 Ne pas commencer la fabrication ni commander les matériaux avant l'examen des dessins d'atelier.
- .4 Produits :- Si aucun dessin d'atelier n'est exigé en raison de l'utilisation d'un produit de fabrication standard, soumettre des copies des fiches techniques ou de la documentation du fabricant prescrites dans les sections techniques du devis et exigées par le Représentant du Ministère.

1.8 Mesures de sécurité - incendie

- .1 Il est interdit d'allumer des feux ou de brûler des déchets sur place.
- .2 Les travaux à chaud sont interdits sur le chantier.
- .3 Se conformer aux normes ci-après du Commissaire des incendies du Canada, Ressources humaines et Développement des compétences Canada :
 - .1 CI -301, Norme pour travaux de construction [juin 1982];
 - .2 CI -374, Norme de protection incendie pour l'entreposage général (intérieur et extérieur) [septembre 1994].
- .4 Conserver sur le lieu des travaux tous les documents et toutes les normes concernant la sécurité-incendie.

1.9 Matières dangereuses

- .1 « Matière dangereuse » : produit, substance ou organisme utilisé aux fins auxquelles il était initialement destiné, et qui a des répercussions négatives sur l'environnement ou sur la santé des personnes, des animaux ou des végétaux lorsqu'il est libéré dans l'environnement.
- .2 Se conformer aux exigences du Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT) concernant l'utilisation, la manutention, le stockage et l'élimination des matières dangereuses ainsi que l'étiquetage et la fourniture de fiches techniques santé-sécurité reconnues par Développement des ressources humaines Canada, Travail Canada.

.3 Découverte de substances dangereuses

- .1 Arrêter les travaux immédiatement si une matière ressemblant à une substance désignée ou un produit dangereux est observé pendant les travaux.
- .2 Prendre des mesures correctives et en aviser immédiatement le Représentant du Ministère.
- .3 Ne pas reprendre les travaux avant d'avoir obtenu des instructions écrites du Représentant du Ministère.

1.10 Services d'utilités temporaires

.1 Électricité

- .1 Les services publics existants nécessaires aux travaux peuvent être utilisés sans frais par l'Entrepreneur. Une alimentation électrique d'au plus 120 V, monophasée, de 60 Hz est disponible dans l'abri d'entreposage sur la culée gauche et à l'intérieur du chariot-treuil (lorsqu'il est branché à l'alimentation 600 V sur le tablier).
 - .2 Il faut s'assurer que la capacité est adéquate avant d'ajouter une charge additionnelle. L'Entrepreneur est responsable de faire les connexions et les déconnexions et doit en assumer les frais. Les connexions au réseau électrique doivent respecter le Code canadien de l'électricité.
 - .3 Fournir une alimentation électrique supplémentaire au besoin.
- .2 Installations sanitaires : Il n'y pas d'installations sanitaires existantes sur le chantier. Prévoir des installations sanitaires pour les ouvriers conformément aux ordonnances et aux règlements pertinents.

1.11 Installations de chantier

.1 Entreposage :

- .1 Prévoir des remises verrouillables, à l'épreuve des intempéries, destinées à l'entreposage des matériaux, des matériels et des outils, et garder ces dernières propres et en bon ordre.
- .2 Ne pas encombrer les lieux de façon déraisonnable avec des matériaux et des matériels.

.2 Panneaux indicateurs :

- .1 Fournir des panneaux indicateurs d'usage courant : contrôle de la circulation, renseignements et instructions, utilisation du matériel, dispositifs affectés à la sécurité du public, etc., rédigés dans les deux langues officielles ou présentés sous forme de symboles graphiques facilement compréhensibles et approuvés par le Représentant du Ministère. Les symboles graphiques doivent être conformes à la norme CAN/CSA-Z321.
- .2 Garder les panneaux et les avis approuvés en bon état pendant toute la durée des travaux et les évacuer du chantier une fois ces derniers terminés, ou avant si le Représentant du Ministère.
- .3 Toute publicité est interdite dans le cadre du présent projet.
- .3 Stationnement : Le barrage Latchford n'a pas de terrain de stationnement. Respecter les arrêtés municipaux concernant le stationnement sur les voies publiques.

1.12 Barrières temporaires et enceintes

- .1 S'assurer que les barrières de la clôture grillagée sont verrouillées à la fin de chaque journée de travail.
- .2 Protéger les ouvrages contre les dommages jusqu'à la prise de possession.

1.13 Qualité d'exécution des travaux

- .1 Faire exécuter les travaux par des ouvriers ou des apprentis qualifiés et accrédités conformément à la loi provinciale concernant la formation professionnelle et la qualification de la main d'œuvre.
- .2 Permettre aux employés inscrits au programme d'apprentissage provincial d'exécuter certaines tâches seulement sous la supervision directe d'un ouvrier qualifié et accrédité.
- .3 Déterminer les activités et les tâches permises aux apprentis d'après le niveau de formation reçu et la capacité démontrée d'exécuter certaines fonctions.
- .4 La mise en œuvre doit être de la meilleure qualité possible, et les travaux doivent être exécutés par des ouvriers de métier, qualifiés dans leurs disciplines respectives.
- .5 Ne pas embaucher de personnes non qualifiées ou n'ayant pas les dispositions requises pour exécuter les travaux qui leur sont

confiés. Le Représentant du Ministère se réserve le droit d'interdire l'accès au chantier de toute personne jugée incompétente ou négligente.

- .6 Seul le Représentant du Ministère peut régler les litiges concernant la qualité d'exécution des travaux et les compétences de la main-d'œuvre, et sa décision est irrévocable.
- .7 Exécuter les travaux de remise en état requis pour réparer ou pour remplacer les parties ou les éléments de l'ouvrage trouvés défectueux ou inacceptables.
- .8 L'emploi par le Représentant du Ministère d'agences indépendantes d'inspection ou d'essai ne relève pas l'Entrepreneur de sa responsabilité d'effectuer les travaux.

1.14 Inspection préliminaire

- .1 Inspecter le chantier et examiner les conditions susceptibles d'influer sur l'exécution des travaux afin de bien se familiariser et de connaître les conditions existantes du chantier, et la logistique de livraison et d'exploitation des installations de chantier et de livraison, manutention et entreposage des matériaux sur le chantier.
- .2 Fournir les photographies des propriétés avoisinantes, des ouvrages ou des structures susceptibles d'être endommagés.

1.15 Exécution

- .1 Ragrafer et remettre en état toutes les surfaces découpées, endommagées ou perturbées, à la satisfaction du Représentant du Ministère.
- .2 Sauf prescription contraire, les matériaux à enlever deviennent la propriété de l'Entrepreneur, qui doit les évacuer du chantier.

1.16 Documents/éléments à remettre à l'achèvement des travaux

- .1 À mesure que progressent les travaux, maintenir un état détaillé de tout écart par rapport aux dessins contractuels. Juste avant l'inspection du Représentant du Ministère préalable à la délivrance du certificat définitif d'achèvement, fournir au Représentant du Ministère, un (1) jeu complet des blancs, sur lesquels tous les changements auront été portés proprement à l'encre.
- .2 Avant l'achèvement des travaux, recueillir toutes les garanties du fabricant et les remettre au Représentant du Ministère.

1.17 Ventilation des coûts

- .1 Avant de soumettre une première demande de versement d'acompte, présenter une ventilation détaillée des coûts relatifs au contrat, indiquant également le prix global du contrat, selon les directives du Représentant du Ministère. Une fois approuvée par le Représentant du Ministère, la ventilation des coûts servira de base de référence aux fins de calcul des acomptes.

PARTIE 2 - PRODUIT

2.1 Normes minimales

- .1 Les matériaux doivent être neufs et leur mise en œuvre conforme aux normes minimales des « documents de référence » identifiés dans les sections du devis et de tous les codes provinciaux et municipaux applicables. En cas de divergence ou de contradiction, les exigences les plus strictes prévaudront.
- .2 Le présent devis renvoie à des normes ONGC/CGSB, CSA et ASTM et à d'autres normes nationales et internationales. Ces normes mentionnées sont considérées comme faisant partie intégrante du présent devis comme si elles y étaient reproduites. Les renvois s'entendent de la plus récente édition des documents, à moins qu'une édition datée soit expressément prescrite.
- .3 Lorsque des matériaux doivent obligatoirement être conformes à une norme CSA, ONGC/CGSB, ASTM ou autre, soumettre une demande écrite au Représentant du Ministère pour approbation d'articles pertinents choisis. Inclure des données d'essais portant une date récente, des détails du fabricant et d'autres documents prouvant que le produit proposé répond à la norme prescrite.
- .4 Ne pas utiliser de matériaux ou produits dans les ouvrages avant d'avoir reçu une approbation écrite du Représentant du Ministère.
- .5 Assumer le coût des travaux supplémentaires et des modifications à la conception en raison de l'emploi de solutions de remplacement.

2.2 Exigences générales concernant les produits

- .1 Les produits, les matériaux, les matériels, les appareils et les pièces utilisés pour l'exécution des travaux doivent être neufs, en parfait état et de la meilleure qualité pour les fins auxquelles ils sont destinés. Au besoin, fournir une preuve établissant la nature, l'origine et la qualité des produits fournis.
- .2 Manutentionner et entreposer les produits en évitant de les endommager, de les altérer ou de les salir, et en suivant les

instructions du fabricant, le cas échéant.

- .3 Entreposer dans leur emballage d'origine les produits groupés ou en lots; laisser intacts l'emballage, l'étiquette et le sceau du fabricant. Ne pas déballer ni délier les produits avant le moment de les incorporer à l'ouvrage.
- .4 Le sable destiné à être incorporé dans les mortiers et les coulis doit demeurer sec et propre. Le stocker sur des plates-formes en bois et le couvrir de bâches étanches par mauvais temps.
- .5 Sauf prescription contraire dans le devis, installer ou mettre en place les produits selon les instructions du fabricant. Ne pas se fier aux étiquettes ou emballages fournis avec les produits, mais obtenir des instructions écrites directement des fabricants.
- .6 Livrer les matériaux cimentaires dans des sacs clairement marqués et étanches et les entreposer dans une enceinte sèche, chauffée et maintenue entre 2 et 40 degrés C.

PARTIE 3 - EXÉCUTION

3.1 Jalonnement des ouvrages

- .1 Entreprendre tous les travaux de jalonnement et de contrôle des dimensions. Vérifier les dimensions du plan de référence en fonction des mesures sur le terrain.
 - .1 Aviser le Représentant du Ministère immédiatement de tout écart entre les mesures prises sur le terrain et les dimensions indiquées sur les plans ou dessins de référence.

3.2 Explosifs

- .1 Ne pas utiliser d'explosifs.

3.3 Nettoyage

- .1 Nettoyer le secteur des travaux à mesure que progressent les travaux. À la fin de chaque période de travail, ou plus souvent si le Représentant du Ministère le juge à propos, enlever les rebuts du chantier, ranger soigneusement les matériaux à utiliser et faire le nettoyage des lieux. Enlever la poussière et la boue des chaussées revêtues en dur.
- .2 Une fois les travaux terminés, enlever les échafaudages, dispositifs temporaires de protection et les matériaux de surplus. Réparer les déficiences constatées à ce stade.
- .3 Nettoyer les zones visées par le contrat pour les remettre dans un état au moins égal à celui qui existait auparavant et ce, à la

satisfaction de le Représentant du Ministère.

3.4 Mesures de protection

- .1 Protéger les ouvrages finis de tout dommage jusqu'à la prise de possession.
- .2 Protéger les ouvrages avoisinants contre tout dommage pendant les travaux. Assumer la responsabilité de tout dommage survenu aux environs en raison des travaux et y remédier à la satisfaction du Représentant du Ministère.
- .3 Sous réserve d'une approbation contraire du Représentant du Ministère, réparer, restaurer ou remplacer à la satisfaction de ce dernier tous les services d'utilité publique, structures, machineries, matériel, etc. endommagés par l'exécution des travaux.
- .4 Les articles réparés, remplacés et refinis doivent au moins équivaloir à ceux qui étaient en place juste avant d'être endommagés.

FIN DE LA SECTION

ANNEX DE PHOTOGRAPHES POUR LA SECTION 01 00 10



Figure 1 - Chariot-treuil en regardant vers l'amont. « A » représente l'emplacement approximatif de nouveaux ancrages du système de protection contre les chutes. « B » représente emplacements approximatifs des traverses situées dans le châssis qui nécessitent des consoles de support à leurs extrémités. « C » désigne les dispositifs du chariot-treuil qui s'engagent avec des ancrages de tablier.



Figure 2 - Un ancrage de tablier endommagé. La photo montre qu'une des deux ancrages endommagés. Elle est donnée à titre indicatif et pourrait ne pas être entièrement représentatif de l'autre ancrage endommagé.



Figure 3 - Un ancrage de tablier endommagé, vue de dessus. La photo montre qu'une des deux ancrages endommagés. Elle est donnée à titre indicatif et pourrait ne pas être entièrement représentatif de l'autre ancrage endommagé.

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS1.1 Exigences réglementaires

- .1 Une étude sur la présence de substances désignées au Barrage Latchford a été menée conformément aux exigences de l'article 30 de la Loi sur la santé et la sécurité au travail de l'Ontario, Lois refondues de l'Ontario de 1990, chapitre 0.1. L'article 124 de la Partie II du Code canadien du travail stipule que chaque employeur doit protéger la santé et assurer la sécurité de chaque personne qui travaille pour lui. En ayant à sa disposition un Rapport de substances désignées ("RSD"), le Représentant du Ministère sera en mesure de renseigner ses employés et ses entrepreneurs au sujet des substances désignées qui peuvent être présentes et être possiblement dérangées au cours du projet. Le Représentant du Ministère informé sera alors en mesure d'imposer les précautions appropriées en matière de santé et sécurité pour toutes les personnes concernées. Le Guide de l'écogouvernement expose les exigences des politiques pour que le gouvernement fédéral respecte ou dépasse les lois et règlements environnementaux fédéraux et suive les meilleures pratiques utilisées dans les secteurs publics et privés. Dans le Guide de l'écogouvernement, il est exigé de faire des efforts quant à la prévention de la pollution dans le cadre des projets fédéraux. La prévention de la pollution se définit comme étant le recours à des procédés, à des méthodes, à des matériaux, à des produits ou à des sources d'énergie qui ne contribuent pas ou qui contribuent peu à la production de polluants et de déchets, et qui réduisent, de façon générale, les risques pour la santé et l'environnement. Il faut se conformer aux politiques susmentionnées pendant toute la durée du projet au Barrage Latchford.
- .2 Voici les substances désignées (1 juillet 2010) :
 - .1 Acrylonitrile - Règl. de l'Ont. 835 modifié par le Règl. de l'Ont. 490/09.
 - .2 Arsenic - Règl. de l'Ont. 836 modifié par le Règl. de l'Ont. 490/09.
 - .3 Amiante
 - .1 Règl. de l'Ont. 837 modifié par le Règl. de l'Ont. 490/09.
 - .2 Règl. de l'Ont. 347 modifié par le Règl. de l'Ont. 337/09.
 - .3 Règl. de l'Ont. 278/05 autrefois nommé Règl. de l'Ont. 838.
 - .4 Politique de TPSGC DP-057 - "Gestion de l'amiante."
 - .4 Benzène - Règl. de l'Ont. 839 modifié par le Règl. de l'Ont. 490/09

- .5 Émissions de four à coke - Règl. de l'Ont. 840 modifié par le Règl. de l'Ont. 490/09.
 - .6 Oxyde d'éthylène - Règl. de l'Ont. 841 modifié par le Règl. de l'Ont. 490/09
 - .7 Isocyanates - Règl. de l'Ont. 842 modifié par le Règl. de l'Ont. 490/09.
 - .8 Plomb
 - .1 Règl. de l'Ont. 843 modifié par le Règl. de l'Ont. 490/09.
 - .2 Règl. de l'Ont. 347 modifié par le Règl. de l'Ont. 337/09.
 - .3 Règlement sur les revêtements de la Loi sur les produits dangereux, DORS/2005-109.
 - .9 Mercure
 - .1 Règl. de l'Ont. 844 modifié par le Règl. de l'Ont. 490/09
 - .2 Règl. de l'Ont. 347 modifié par le Règl. de l'Ont. 337/09.
 - .10 Silice - Règl. de l'Ont. 845 modifié par le Règl. de l'Ont. 490/09.
 - .11 Chlorure de vinyle - Règl. de l'Ont. 846 modifié par le Règl. de l'Ont. 490/09.
- .3 Tous les entrepreneurs qui demandent des soumissions à des sous-traitants doivent leur remettre le présent rapport.

1.2 Date de validité

- .1 Le secteur des travaux se situe au Barrage Latchford. Selon notre compréhension, l'étendue des travaux proposés au barrage consiste à installer certains ouvrages en acier sur le chariot-treuil à poutrelles de vannage et à installer de nouveaux ancrages de tablier dans les piles de béton.
- .2 Aucun échantillonnage n'a été fait pour les besoins de ce projet. Ce RSD est basé sur la revue des informations sur l'histoire connue du barrage.
- .3 On trouve de la silice dans le béton.
- .4 Il se peut que des substances désignées susmentionnées soient présentes dans des endroits inaccessibles. On ne s'attend pas à ce qu'ils soient perturbés au cours des travaux.

- .5 Avant le début des travaux, on doit s'assurer auprès du Représentant du Ministère qu'aucune autre substance désigné n'a été apportée dans le secteur visé.
- .6 Si des substances désignées devaient être trouvées au cours du projet, les travaux doivent être arrêtés, des mesures de prévention prises, et le Représentant du Ministère doit être informé immédiatement. Ne pas reprendre les travaux avant d'avoir reçu des instructions écrites.

PARTIE 2 - SUBSTANCES DÉSIGNÉES

2.1 Résultats de l'étude

- .1 Arcylonitrile:- Non identifié.
- .2 Arsenic:- Non identifié.
- .3 Amiante:- Non identifié.
- .4 Benzène:- Non identifié.
- .5 Émissions de four à coke:- Non identifié.
- .6 Oxyde d'éthylène:- Non identifié.
- .7 Isocyanates:- Non identifié.
- .8 Plomb:- Non identifié.
- .9 Mercure:- Non identifié.
- .10 Silice:- Identifiée. On trouve de la silice cristalline libre dans le béton.
- .11 Chlorure de vinyle:- Non identifié.
- .12 Biphényles polychlorés (BPC):- Non identifié.
- .13 Halocarbures:- Non identifié.

2.2 Recommandations

- .1 Silice
 - .1 On peut trouver de la silice cristalline dans le ciment. La silice cristalline est régie par le Règlement de l'Ontario 845 modifié par le Règlement de l'Ontario 490/09 de la Loi sur la santé et la sécurité au travail comme une substance désignée.

- .2 La poussière de silice peut être produite lors de travaux tels que dynamitage, broyage, concassage et décapage au jet de sable de matériaux contenant de la silice. Comme la silice est supposément présente dans le béton et les structures de maçonnerie dans le secteur visé, on devra fournir une protection respiratoire et une ventilation appropriées pendant ces travaux.
- .3 La Direction de la Santé et Sécurité au Travail du Ministère de Travail de l'Ontario a publié un document concernant l'exposition à la silice sur les chantiers de construction. Ce document classe les perturbations des matériaux susceptibles de contenir de la silice comme Type 1, Type 2 et Type 3 et attribut différent niveaux de protection respiratoire et les procédures de travail pour chaque classification. Ces procédures de travail doivent être suivies lors de l'exécution de tout travail impliquant la perturbation des matériaux susceptibles de contenir de la silice.
- .2 Responsabilités de l'entrepreneur:- L'entrepreneur doit examiner le rapport de substances désignées et prendre les précautions nécessaires pour veiller à la santé et à la sécurité des travailleurs et ainsi protéger l'environnement. En vertu de l'article 30 (4) de la Loi sur la santé et la sécurité au travail de l'Ontario, la personne chargée d'engager l'entrepreneur (c.-à-d., le Représentant du Ministère) doit s'assurer que l'entrepreneur et le sous-traitant (le cas échéant) reçoivent une copie du rapport de substances désignées avant de conclure un contrat pour la réalisation des travaux dans le cadre du projet. En vertu de l'article 27 (2) (a, b, et c) de la Loi sur la santé et la sécurité au travail de l'Ontario, le superviseur doit, sur les lieux du travail, prendre toutes les précautions raisonnables afin d'assurer la protection d'un travailleur. Si vous avez des questions concernant le rapport de substances désignées, veuillez communiquer avec le Représentant du Ministère.

PARTIE 3 - EXÉCUTION

3.1 Sans objet

- .1 Sans objet.

FIN DE LA SECTION

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS1.1 Références

- .1 Code canadien du travail, partie II, Règlement canadien sur la sécurité et la santé au travail
- .2 Santé Canada/Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT)
 - .1 Fiches signalétiques (FS).
- .3 Province de l'Ontario
 - .1 Loi sur la santé et la sécurité au travail, L.R.O. (1990, mise à jour 2005), telle que modifiée, Règl. de l'Ont. 213/91 tel que modifié par le Règl. de l'Ont. 631/94, Règl. de l'Ont. 143/99, Règl. de l'Ont. 571/99, Règl. de l'Ont. 145/00, Règl. de l'Ont. 527/00, R.R.O. 1990, Règl. 834, Règl. de l'Ont. 838/90 (Asbestos - Construction) tel que modifié par le Règl. de l'Ont. 510/92, Règl. de l'Ont. 845/90 (Silica) tel que modifié par le Règl. de l'Ont. 521/92 et Règl. de l'Ont. 391/00.
 - .2 Loi de 1997 sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail.
 - .3 Autorités et arrêtés municipaux.
 - .4 Règl. de l'Ont. 213/91, Construction Projects, tel que modifié par le Règl. 145/00.
 - .5 Règl. de l'Ont. 860, Système d'information sur les matériaux dangereux utilisés au travail (SIMDUT).
- .4 CSA International
 - .1 CSA S350-M1980, Code de sécurité pour la démolition des structures.
- .5 Code national du bâtiment du Canada (CNB)
 - .1 Partie 8, Mesures de sécurité aux abords des chantiers.
- .6 Commissaire des incendies du Canada (CIC) :
 - .1 Norme CI 301, Norme sur les travaux de construction.

1.2 Documents/échantillons à soumettre pour approbation/information

- .1 Soumettre, au plus tard sept (7) jours après la date de signification de l'ordre d'exécution et avant la mobilisation de la main-d'œuvre, une copie électronique format PDF et deux copies papier d'un plan de santé et de sécurité établi expressément pour le chantier et regroupant les éléments ci-après.

- .1 Résultats de l'évaluation des risques/dangers pour la sécurité propres au chantier.
 - .2 Résultats de l'analyse des risques ou des dangers pour la santé et la sécurité associés à chaque tâche dans le plan des travaux].
 - .3 Preuves attestant que le personnel et les sous-traitants ont suivi avec succès une formation liée à la sécurité proportionnée aux risques identifiés.
 - .4 Preuves attestant que le personnel et les sous-traitants ont accès à de l'équipement de protection individuelle moderne et adapté aux risques identifiés.
 - .5 Noms de l'agent de santé et de sécurité pour les travaux et de son remplaçant désigné.
 - .6 Plan de sécurité incendie établi conformément aux sous-sections 8.2.2. et 8.2.3..
 - .7 Plan de communication de sécurité de l'Entrepreneur et des sous-traitants.
 - .8 Plan d'intervention en cas d'urgence particulier au site énonçant les procédures et les marches à suivre en cas de situation d'urgence sur le chantier
-
- .2 Soumettre au Représentant du Ministère exemplaires des rapports de l'inspection de santé et de sécurité effectuée sur le chantier par le représentant autorisé de l'Entrepreneur à chaque fois qu'une de ces inspections est effectuée.
 - .3 Soumettre des exemplaires des directives ou des rapports préparés par les inspecteurs de santé et sécurité des gouvernements fédéral, provinciaux, et territoriaux.
 - .4 Soumettre des exemplaires des rapports d'incidents et d'accidents.
 - .5 Soumettre les fiches signalétiques (FS) du SIMDUT pour tous les produits utilisés dans les travaux.
 - .6 Le Représentant du Ministère examinera le plan de santé et de sécurité préparé par l'Entrepreneur pour le chantier et lui remettra ses observations dans les 10 jours suivant la réception de ce document. Au besoin, l'Entrepreneur révisera son plan de santé et de sécurité et le soumettra de nouveau au Représentant du Ministère au plus tard 5 jours après réception des observations du Représentant du Ministère.

- .7 L'examen par le Représentant du Ministère du plan final de santé et de sécurité préparé par l'Entrepreneur pour le chantier ne doit pas être interprété comme une approbation de ce plan et ne limite aucunement la responsabilité globale de l'Entrepreneur en matière de santé et de sécurité durant les travaux de construction.
- .8 Soumettre un rapport de tarification par incidence de la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents de travail (CSPAAT) de l'Ontario.
- .9 Surveillance médicale : Là où une loi, un règlement ou un programme de sécurité le prescrit, soumettre, avant de commencer les travaux, la certification de la surveillance médicale du personnel travaillant sur le chantier. Demander au Représentant du Ministère une certification additionnelle pour tout nouvel employé travaillant sur le chantier.
- .10 Plan d'intervention en cas d'urgence : énoncer les procédures et les marches à suivre en cas de situation d'urgence sur le chantier.

1.3 Production de l'Avis de projet

- .1 Avant le début des travaux, envoyer l'avis de projet aux autorités provinciales compétentes.

1.4 Évaluation des risques/dangers

- .1 Faire une évaluation des risques/dangers pour la sécurité présente sur ce chantier en ce qui a trait à l'exécution des travaux.

1.5 Réunions

- .1 Organiser une réunion de santé et sécurité avec le Représentant du Ministère avant le début des travaux, et en assurer la direction.

1.6 Exigences des organismes de réglementation

- .1 Exécuter les travaux conformément à toutes les normes et à tous les règlements pertinents afin d'assurer le déroulement normal des opérations.
- .2 Se conformer aux lois et règlements de la Province de l'Ontario.
- .3 Se conformer à toutes les normes et à tous les règlements pertinents afin d'assurer le déroulement normal des opérations sur le chantier.

- .1 En cas d'incohérence entre les dispositions des normes et règlements prescrits, les exigences les plus contraignantes ont préséance.

1.7 Condition du terrain/de mise en œuvre

- .1 Le personnel chargé des travaux sur le chantier sera exposé aux éléments qui suivent.
 - .1 Travail en hauteur.
 - .2 Travail au-dessus d'une étendue d'eau.
 - .3 Outils manuels et motorisés.
 - .4 Perçage de béton et poussière de béton (comprenant des silicates).
 - .5 Coulis.
 - .6 Adjuvants à coulis.
 - .7 Sol, feuilles, herbe et moisissures.

1.8 Exigences générales

- .1 Rédiger un plan de santé et de sécurité propre au chantier, fondé sur l'évaluation préalable des risques/dangers, avant d'entreprendre les travaux. Mettre ce plan en application et en assurer le respect en tous points jusqu'à la démobilisation de tout le personnel du chantier. Le plan de santé et de sécurité doit tenir compte des particularités du projet.
- .2 Le Représentant du Ministère peut transmettre ses observations par écrit si le plan comporte des anomalies ou s'il soulève des préoccupations, et il peut exiger la soumission d'un plan révisé qui permettra de corriger ces anomalies ou d'éliminer ces préoccupations.

1.9 Responsabilité

- .1 Assumer la responsabilité de la santé et de la sécurité des personnes présentes sur le chantier, de même que la protection des biens situés sur le chantier; assumer également, dans les zones contiguës au chantier, la protection des personnes et de l'environnement dans la mesure où ils sont touchés par les travaux.
- .2 Respecter, et faire respecter par les employés, les exigences en matière de sécurité énoncées dans les documents contractuels, les ordonnances, les lois et les règlements locaux, territoriaux, provinciaux et fédéraux applicables, ainsi que dans le plan de santé et de sécurité préparé pour le chantier.

1.10 Exigences de conformité

- .1 Se conformer à la Loi sur la santé et la sécurité au travail de l'Ontario, S.R.O.

- .2 Se conformer au Règlement concernant la santé et la sécurité au travail pris en vertu du Code canadien du travail.

1.11 Risques/dangers imprévus

- .1 En présence de conditions, de risques/dangers ou de facteurs particuliers ou imprévus influant sur la sécurité durant l'exécution des travaux, observer les procédures mises en place concernant le droit de l'employé de refuser d'effectuer un travail dangereux, conformément aux lois et aux règlements de la province et en informer le Représentant du Ministère de vive voix et par écrit.

1.12 Coordonnateur de la santé et de la sécurité

- .1 Embaucher une personne compétente et autorisée à titre de coordonnateur de la santé et de la sécurité, et l'affecter aux travaux. En plus de toute autre tâche qu'il a, le coordonnateur de la santé et de la sécurité doit :
 - .1 Posséder de l'expérience pratique sur un chantier où sont menées des activités associées aux travaux.
 - .2 Posséder une connaissance pratique des règlements sur la santé et la sécurité en milieu de travail.
 - .3 Assumer la responsabilité des séances de formation de l'Entrepreneur, en matière de santé et de sécurité au travail, et vérifier que seules les personnes qui ont complété avec succès la formation requise ont accès au chantier pour exécuter les travaux.
 - .4 Assumer la responsabilité de la mise en application, du respect dans le menu détail et du suivi du plan de santé et de sécurité préparé pour le chantier par l'Entrepreneur.
 - .5 Être présent sur le chantier durant l'exécution des travaux.

1.13 Affichage des documents

- .1 S'assurer que les documents, les articles, les ordonnances et les avis pertinents sont affichés, bien en vue, sur le chantier, conformément aux lois et aux règlements de la province compétente, et en consultation avec [le Représentant du Ministère.

1.14 Correctif en cas de non-conformité

- .1 Prendre immédiatement les mesures nécessaires pour corriger les

situations jugées non conformes, sur les plans de la santé et de la sécurité, par l'autorité compétente ou par le Représentant du Ministère.

- .2 Remettre au Représentant du Ministère un rapport écrit des mesures prises pour corriger la situation en cas de non-conformité en matière de santé et de sécurité.
- .3 Le Représentant du Ministère peut ordonner l'arrêt des travaux si l'Entrepreneur n'apporte pas les correctifs nécessaires en ce qui concerne les conditions jugées non conformes en matière de santé et de sécurité.

1.15 Dynamitage

- .1 Le dynamitage ou toute autre utilisation d'explosifs ne sont pas autorisés.

1.16 Dispositifs à cartouches

- .1 N'utiliser pas des dispositifs à cartouche.

1.17 Arrêt des travaux

- .1 Accorder à la santé et à la sécurité du public ainsi que du personnel du chantier, et à la protection de l'environnement, la priorité sur les questions reliées au coût et au calendrier des travaux.

PARTIE 2 - PRODUIT

2.1 Sans objet

- .1 Sans objet.

PARTIE 3 - EXÉCUTION

3.1 Sans Objet

- .1 Sans objet.

FIN DE LA SECTION

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

1.1 Définitions

- .1 « Pollution et dommages à l'environnement » :- présence d'éléments ou d'agents chimiques, physiques ou biologiques qui ont un effet nuisible sur la santé et le bien-être des personnes, qui altèrent les équilibres écologiques importants pour les humains et qui constituent une atteinte aux espèces jouant un rôle important pour ces derniers ou qui dégradent les caractères esthétique, culturel ou historique de l'environnement.
- .2 « Protection de l'environnement » :- prévention/maîtrise de la pollution et de la perturbation de l'habitat et de l'environnement durant la construction.
- .3 L'expression « substance nocive » est définie dans la Loi sur les pêches.
- .4 « Matière dangereuse » : produit, substance ou organisme utilisé pour son usage d'origine et qui est un produit ou un matériau dangereux ayant un effet néfaste sur l'environnement ou pouvant affecter la santé des personnes, des animaux ou des végétaux s'il était libéré dans l'environnement.

1.2 Documents/échantillons à soumettre pour approbation/information

- .1 Avant le début des activités de construction ou la livraison des matériaux et du matériel sur le chantier, soumettre un plan de protection de l'environnement au Représentant du Ministère aux fins d'examen et d'approbation.
 - .1 Le plan doit présenter un aperçu complet des problèmes environnementaux connus ou potentiels à résoudre durant la construction.
 - .2 Les actions comprises dans le plan de protection de l'environnement doivent être présentées suivant un niveau de détail qui est en accord avec les problèmes environnementaux et avec les travaux de construction à exécuter.
 - .3 Le plan de protection de l'environnement doit comprendre ce qui suit.
 - .1 Le nom des personnes devant veiller au respect du plan.
 - .2 Le nom et les compétences des personnes responsables des manifestes de sortie des déchets dangereux à évacuer du chantier.

- .3 Le nom et les compétences des personnes responsables de la formation du personnel de chantier.
- .4 Une description du programme de formation du personnel affecté à la protection de l'environnement.
- .5 Les dessins montrant l'emplacement des matériaux, des constructions, des installations sanitaires, des dépôts de matériaux en surplus; les dessins illustrant les méthodes qui seront employées pour maîtriser les eaux de ruissellement et pour confiner les matériaux sur le chantier.
- .6 Un plan de la zone des travaux, montrant les activités prévues dans chaque partie de la zone des travaux et indiquant les aires à utilisation restreinte ainsi que les aires interdites d'utilisation.
 - .1 Ce plan doit comprendre des mesures pour marquer les limites des aires utilisables et des méthodes de protection des éléments se trouvant à l'intérieur des zones de travail autorisées et devant être préservés.
- .7 Le plan d'urgence en cas de déversement :- doit comprendre les procédures à mettre en œuvre, les consignes à observer et les rapports à produire en cas de déversement imprévisible de substance réglementée.
- .8 Un plan d'élimination des déchets solides non dangereux :- comprenant les méthodes et les lieux d'élimination de ces déchets solides et des débris provenant des travaux de déblaiement.
- .9 Un plan de prévention de la pollution de l'air :- précisant les mesures pour retenir la poussière, les débris, les matériaux et les déchets à l'intérieur du chantier.
- .10 Un plan de prévention de la contamination :- indiquant les substances potentiellement dangereuses qui seront utilisées sur le chantier, les mesures prévues pour empêcher que ces substances soient mises en suspension dans l'air ou soient introduites dans le sol, de même que les détails des mesures qui seront prises pour que l'entreposage et la manutention de ces substances soient conformes aux lois et aux règlements fédéraux, provinciaux et municipaux.
- .11 Un plan de gestion des eaux usées :- indiquant les méthodes et les procédures à mettre en œuvre pour la

gestion des eaux usées provenant directement des activités de construction, par exemple l'eau de rinçage utilisée pour le carottage, et de rinçage des canalisations.

1.3 Feux

- .1 Les feux et le brûlage des déchets sur le chantier sont interdits.

1.4 Élimination des déchets

- .1 Il est interdit d'enfouir les rebuts ou les déchets.
- .2 Trier et recycler tous les déchets pouvant être recyclés.
- .3 Il est interdit de jeter des matières volatiles (p. ex. des essences minérales, des hydrocarbures, du diluant à peinture, etcetera) dans un cours d'eau ou dans un égout pluvial ou sanitaire.
- .4 Disposer hors du site et hors des propriétés voisines ces matériaux non désignés pour remise au Représentant du Ministère.
- .5 L'élimination doit se faire conformément au Règlement de l'Ontario 347, General - Waste Management, pris en vertu de la Loi sur la protection de l'environnement de l'Ontario, LRO 1990, c. E.19.

1.5 Drainage et atténuation de la turbidité

- .1 Élaborer et soumettre un plan de gestion des eaux usées indiquant le type de mesure d'atténuation fourni.
- .2 S'assurer que l'eau pompée vers un cours d'eau, un réseau d'égout ou un système d'évacuation ou de drainage ne contient pas de matières en suspension. Acheminer toute l'eau évacuée à un étang de sédimentation ou à une zone de filtration avant son déversement dans un cours d'eau.
- .3 Fournir un filtre à limon aux endroits requis pour atténuer la turbidité à la décharge dans un cours d'eau. Ancrer le filtre à limon sur toute sa longueur pour former une barrière continue sur le lit de la rivière avec flottaison adéquate à la surface de l'eau pour éviter les débordements d'eau turbide.
- .4 Total des solides en suspension dans l'eau déversée à la rivière : maximum de 80 mg/L.
- .5 En cas de turbidité ou d'envasement important causé par les travaux, installer des filtres à limon supplémentaires.

1.6 Travaux exécutés à proximité des cours d'eau

- .1 Les cours d'eau doivent demeurer exempts de substances nocives, de déchets et de débris.
- .2 S'assurer que tous les ouvrages d'accès temporaires comme les échafaudages placés dans un cours d'eau sont exempts de sols, de lubrifiants et d'autres substances nocives pouvant se retrouver dans le cours d'eau.

1.7 Prévention de la pollution

- .1 Entretenir les installations temporaires destinées à prévenir l'érosion et la pollution, et mises en place en vertu du présent contrat.
- .2 Assurer le contrôle des émissions produites par le matériel et l'outillage conformément aux exigences des autorités locales.
- .3 Effectuer les activités nécessitant des substances nocives (comme le plein de carburant, les changements d'huile, etc.) à au moins 5 mètres du bord d'un cours d'eau. Installer des bacs d'égouttement sous le matériel lors de ces activités afin d'éviter le déversement de liquides dans le sol.

1.8 Lutte contre la poussière

- .1 Limiter le dégagement de poussière pendant les activités comme le perçage de béton en mouillant le foret de perçage ou en utilisant d'autres moyens pour éviter que la poussière soit soulevée par le vent.
- .2 Arroser les matériaux secs et recouvrir les déchets afin d'éviter que le vent soulève la poussière ou entraîne les débris.

1.9 Matières dangereuses

- .1 Respecter les exigences du Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT) concernant l'utilisation, la manutention, le stockage et l'élimination des substances dangereuses et concernant l'étiquetage des contenants.
- .2 À la découverte de matières dangereuses :
 - .1 Arrêter immédiatement le travail lorsqu'un produit ressemblant à une matière dangereuse ou une substance désignée est rencontrée pendant les travaux.
 - .2 Prendre des mesures préventives et aviser promptement le Représentant du Ministère.

- .3 Ne pas poursuivre les travaux jusqu'à ce que des instructions écrites aient été reçues du Représentant du Ministère.
- .3 Placer les matières dangereuses dans des contenants désignés à cette fin.

1.10 Avis de non-conformité

- .1 Un avis de non-conformité écrit sera émis à l'Entrepreneur par le Représentant du Ministère chaque fois que sera observée une non-conformité à une loi, un règlement ou un permis fédéral, provincial ou municipal, ou à tout autre élément du plan de protection de l'environnement mis en œuvre par l'Entrepreneur.
- .2 Après réception d'un avis de non-conformité, l'Entrepreneur doit proposer des mesures correctives au Représentant du Ministère et il doit les mettre en œuvre avec l'approbation du Représentant du Ministère.
 - .1 L'Entrepreneur doit attendre d'avoir obtenu l'approbation par écrit [du Représentant du Ministère avant de procéder à la mise en œuvre des mesures proposées.
- .3 Le Représentant du Ministère ordonnera l'arrêt des travaux jusqu'à ce que des mesures correctives satisfaisantes soient prises.
- .4 Aucun délai supplémentaire et aucun ajustement ne seront accordés pour l'arrêt des travaux.

PARTIE 2 - PRODUITS

2.1 Sans objet

- .1 Sans objet.

PARTIE 3 - EXÉCUTION

3.1 Nettoyage

- .1 Laisser les lieux propres à la fin de chaque journée de travail.
- .2 Il est interdit de laisser s'accumuler des débris, déchets et ordures.
- .3 Trier et recycler toutes les matières pouvant être recyclées.
- .4 S'assurer que les cours d'eau et les égouts pluviaux et sanitaires publics demeurent exempts de déchets et de matériaux

volatils éliminés. Éliminer ces matières en les transportant à une installation spéciale pour les déchets désignés.

- .5 S'assurer que tous les contenants vides sont fermés de façon étanche et entreposés pour élimination de façon sécuritaire hors de la portée des enfants.
- .6 Nettoyage final :
 - .1 Évacuer du chantier les échafaudages, les ouvrages de protection temporaire, les matériaux/et le matériel en surplus les outils, et l'équipement.
 - .2 Enlever tous les déchets et débris et nettoyer la zone pour la remettre dans un état au moins équivalent à celui existant antérieurement, à la satisfaction du Représentant du Ministère.

3.2 Déversements

- .1 En appliquant des mesures de sécurité appropriées, recueillir le liquide ou le solidifier en utilisant un produit inerte, incombustible, puis l'évacuer pour élimination.
- .2 Signaler tout déversement immédiatement au Représentant du Ministère et coordonnateur en cas de déversement du ministère de l'Environnement de l'Ontario (composer le 1-800-268-6060).
- .3 Assumer les coûts de nettoyage de tout déversement.

FIN DE LA SECTION